



Cohésion sociale dans un quartier sans cible

Les situations déshumanisantes ont ceci de précieux qu'elles préservent, au cœur des dominés, la palpitation d'où monte toujours une exigence de dignité. Notre terre en est des plus avides.

Patrick Chamoiseau

French Quarter- Mardi 20 Mai

Après avoir accompagné ses enfants à l'école, Eugène Brouta 37 ans, qui habite à 100 mètres de la gendarmerie, a subi sur « le block » (nom de la place du village) un simple contrôle d'identité avec menottes et coups de genou dans le ventre ; ce qui a immédiatement déclenché la colère des habitants du village de Quartier d'Orléans.

Il débutait sa journée de travail, avec son camion et quatre fellows pour partir délimiter un terrain avec le géomètre. Choqué, il est conduit en ambulance à l'hôpital de Marigot. Physiquement rien de grave : 7 jours d'arrêt. Une semaine encore après ce choc, il "pisse du sang" et utilise une minerve pour la nuque.

Tu touches à Eugène, qui le dit aux Rohan, qui préviennent les Brooks et les Gumbs puis les Chittick. Tous cousins ! Lorsque l'un d'eux est touché, c'est tout le village qui se lève. Les frustrations sont fortes, car malgré l'emploi d'une main d'œuvre aux noirs et en dollars, il n'y a pas assez de travail pour tous. La compréhension mutuelle avec les gendarmes est brimbalante.

Face à cet "individu suspect" trois jeunes psigues-gaulois ont cru pouvoir contrôler la situation, en appliquant leur didactique gendarmique. Maladresse dans l'utilisation de leur autorité, les gendarmes ont déclenché une colère populaire.

Pas d'abus ? Exemplarité ? Manque de sang-froid et erreur de discernement de la part de ses trois jeunes militaires de passage sur notre confetti insulaire ? Si l'un d'entre eux est contrôlé brutalement, les Saint-Martinois s'offusquent, car "ils en ont marre des comportements de certains gendarmes."

Psig ou Paf, les antillais ne font pas la différence, la chasse des sans papiers doit satisfaire aux objectifs de la politique du chiffre fixés par Hortefoux de Pellepoix.

Patrick Chamoiseau "DE LOIN" :

... Ces mesures laissent d'ailleurs fleurir autour d'elles les charters quotidiens, les centres de rétention, les primes aux raideurs policières, les scores triomphants des expulsions annuelles: autant de réponses théâtrales à des menaces que l'on s'invente ou que l'on agite comme des épouvantails, autant d'échecs d'une démarche restée insensible au réel. »

PETITION EN SOUTIEN DE M. EUGENE BROUTA

Le 20 mai 2008 vers 8h30 du matin, M. Eugène Brouta attendait son patron pour aller au travail.

Trois gendarmes se sont approchés de lui. Les gendarmes lui ont demandé pour ses papiers, et voulaient le conduire à la gendarmerie sans raisons valables.

M. Brouta, s'est levé pour aller chercher sa pièce d'identité dans son camion quand soudainement les gendarmes l'ont battu et lui ont donné des coups de pieds au ventre.

Nous dénonçons l'injustice et le non respect de la dignité humaine.

M. Brouta, marié et père de 4 enfants n'a jamais eu de démêlé avec la loi.

C'est un homme respectueux qui est connu dans la communauté pour sa gentillesse. C'est pour cela que nous lui apportons notre soutien.

Sur la route de Louviers, il y'avait un tas d'cailloux ...

Comme le montre cette Vidéo : le procureur constate sur place les doléances des citoyens du village

Les liens qui tissent la cohésion sociale, sont géographiquement et historiquement emprunts à St Martin, d'une spécificité, celle de la rencontre du Blanc-France (de type caucasien) avec ses concitoyens Noirs-Caribéens anglophones et protestants (de type antillais).

Pour faire court, ceux-ci: Toussaint Louverture le jacobin noir, Aimé Césaire et l'identité du nègre, the civils rights chez l'Uncle Sam, Martin Luther King assassiné en 1968, Bob Marley et Mandela.

Un "black-ground" que la procédure gendarmique musclée d'un contrôle de papier, heurte de « plein fouet ».

Ce n'est pas la carte d'identité qui fonde le droit d'un individu, mais le respect de la dignité et de l'intégrité de sa personne.

C'est un conflit entre deux logiques qui est à la racine de la réaction outragée des villageois, amis d'Eugène. D'un côté la force de l'ordre est légitime dans le contrôle du papier conforme, sur un territoire qui lui est toutefois étranger au sens géographique, linguistique et culturel.

En face, il y a l'aspiration de l'autochtone au respect d'une zone sensible de son âme,traumatisée par l'idée d'un coup de pied d'un représentant de l'ordre public (ou la morsure d'un chien policier).

Quand cela survient, la rumeur (plus ou moins déformée) circule de familles en village.

Chacun sait que dans l'exercice de leurs missions,contrairement au Dutch Side, nos gendarmes sont corrects et civilisés. Au Sud de l'île la police est peu fiable. Un ancien flic est proxénète, Looor chef de l'immigration et le Procureur Mercx ont été mis en prison. Last but not least, Holliday le commissaire de police en chef est accusé de faux documents !

Pour un gendarme de passage à St Martin, vivant en caserne, c'est un handicap de ne pas connaître l'anglais, mais le bilinguisme n'est pas exigé pour les professeurs de l'éducation nationale.

Le traitement des touristes volés va être amélioré par la présence d'un représentant bi-lingue de l'office du Tourisme. La réputation de la Friendly Island est menacée, car les témoignages passent par sur Oueb.

Sous l'angle d'une police de proximité, pour les contrôles d'identité, la présence d'un policier de la Collectivité serait utile pour discerner rapidement "qui est qui ?" .

Que faire, si nous n'avons pas de gendarmes, receptacles de tous les heurts sociaux ? Alors que nous-même, manquons d'un réseau d'éducateurs de rue, de moniteurs sportifs et artistiques, de budgets pour les activités péri-scolaires des enfants du village Le club de prévention a déposé le bilan depuis quatre ans. La MJC n'est pas à la hauteur pour satisfaire aux besoins de nos enfants et des ordinateurs ont été volés au collège. La réhabilitation de l'habitat insalubre (opération RHI) est en progression, il reste maintenant à développer les besoins de la prévention, pour mettre d'avantage de lien social dans le village. Sa réputation d'isolement et l'image négative doivent être modifiées.

Dysfonctionnement citoyen

Très active, Georgina Rohan la mère d'Eugène, dirige la troupe des scouts du village.

Par manque de respect et de discipline, des gendarmes sans cible particulière, ont soufflé sur des braises au contact d'un "individu suspect". Son fils est comme elle: dévoué à l'entraide et à la "Jollyfication".

Le scoutisme est une tradition St Martinoise, fort utile à la canalisation des adolescents. Dans un contexte de village limitrophe à la Réserve Naturelle Maritime et Nationale, des projets en éco-tourisme sur l'Étang aux Poissons et la plage du Gallion, doivent être budgétisés, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Georges Gumbs préside le Conseil Economique social et culturel, il se souvient d'un soulèvement de Mai 1967 en Guadeloupe lorsqu'un chien de commerçant avait mordu le cordonnier travaillant sur le trottoir.

J'ai constaté qu'ici, la réputation du Dog-Man (gendarme cynophile) est effrayante dans la conscience collective.

Les gendarmes passent 3 mois ou 3 ans mais les morsures restent gravées dans la mémoire collective. " On n'est pas des animaux".

G.G. insiste sur le fait qu'il ne pourrait pas supporter le geste inacceptable d'un coup de pied de gendarme.

Albert Wellington citoyen leader, membre du nouveau Conseil du Quartier, pratique les Arts Martiaux. Il respecte le commandement que sa Grand-mère lui a transmis: *"Ne jamais taper un homme par terre" c'est de la lâcheté. Au nom des habitants du French Quarter, il dit au Procureur "C'est un geste inacceptable de la part des trois gendarmes. Il faut qu'ils s'excusent auprès d'Eugène."*

La violence esclavagiste reste enchaînée à la mémoire des ancêtres, victimes de la Traite négrière, comme de la Shoa pour les juifs .
Un crime contre l'humanité laisse une longue trace qui se transmet dans les manuels scolaires.

Alimenter la Cohésion sociale par la médiation culturelle, est une perspective utile pour le premier magistrat du Parquet que notre île confetti croise sur sa route. Jacques Louvier, s'est engagé à faire justice rapidement.
Dans l'affaire Clin, le tribunal ne s'est toujours pas prononcé.

Outre l'installation récente de ce vice-procureur, la synchronicité citoyenne est remarquable en ce mois de Mai, propice aux mangues de saison et aux principes Républicains dans la Patrie des Droits de l'Homme.

Primo -une « Colère populaire » dans un village classé « zone urbaine sensible ». Révolte significative d'un malaise durable et profond et l'absence de projets ciblés pour la gestion du lien social.

Deuxio - un Cdt de gendarmerie exemplaire. Utilisant la tactique du charisme placide, pour calmer la foule en colère. Polo bleu, lunettes de soleil polarysées, mèche au front, pistolet dans l'étui, attendant stoïquement face aux insultes, que le rejoignent sur place LCF, Super Lacroix et le procureur Jacques Louviers. Loïc Baras a maîtrisé la pression, sans choisir l'escalade. Il ne lâche pas les lacrymos comme le fit le Cdt Meuriot. Au débit un véhicule banalisé partiellement brûlé qui s'ajoute au tir récent d'une balle de 9mm sur une autre voiture de Police, qui heureusement n'a pas touché ses occupants.

Troisième concomitance : la mise en place officielle du Conseil citoyen du Quartier. Pour tester la Démocratie Participative naissante et permettre au magistrat d'avoir du répondant citoyen sur le terrain.

Le taux d'élucidation des crimes n'est pas mentionné dans la communication des statistiques annuelles des actes délictueux; ce qui peut influencer le sentiment d'insécurité des citoyens.

Tel est le cas du meurtre d'Angélique Chauviré , entouré d'une série de cinq autres crimes autour du village au premier semestre 2007.

Idem pour la lapidation d'un skipper au Belvédère de la route de Coralita, pour un scooter ! Le mineur de 17ans en a pris pour 15 ans. Ce crime est passé inaperçu en 2003 avec censure du St Martin Week's.

Une femme de métropole renverse et tue un vieil homme, la nuit sur la route de Grand Case en 2004. Nul de ne sait si elle a été jugée, mais nombreux se souviennent qu'elle croyait avoir heurté un chien et qu'elle ne s'est pas arrêtée.

La conscience collective cumule la mémoire d'affaires criminelles restées sans suite connue. Un besoin d'information sur les suites judiciaires n'est pas satisfait. Faute de transparence, le corps social est-il dépossédé du sentiment de bonne justice ?

Le citoyen Peyrefiche, propriétaire du St Martin Week's réagit à la colère spontanée de la population par un delirium très mince:

Quelles que soient les motivations des émeutiers, on peut s'interroger sur l'incapacité des services de l'Etat à gérer ce type d'insurrection à l'encontre des représentants des forces de l'ordre. En effet, on peut dire que pendant plus de cinq heures, les gendarmes étaient totalement à la merci d'une population en situation de révolte.

Même si l'on doit saluer la sortie heureuse de ce conflit, il n'en reste pas moins, qu'encore une fois, les représentants de l'Etat demeurent bafoués dans cette affaire qui finira très certainement aux oubliettes de la conscience collective.

Certes la stratégie militaire dans ce type de conflit privilégie dans un premier temps la tempérance, avant que déployer la force.

Mais qu'en est-il véritablement du respect de l'ordre public lorsque de tels événements se produisent dans l'impunité.

"Possède la vertu de tempérance celui qui sait se maîtriser, celui qui ne permet pas à ses passions de l'emporter sur la raison, sur la volonté et aussi sur le cœur." Ces quelques lignes d'humeur anonymes, introduites par le directeur du St Martin Week's (en conclusion de l'article factuel signé par son rédacteur en Chef) l'éloigne de cette sage vertu.

Un organe de presse se doit de répondre aux interrogations de ses lecteurs.

L'angle journalistique des délits médiatisés, déformés, exploités sans le moindre recul, attise l'angoisse ordinaire et le chaland, vers une demande de répression toujours plus forte, plus dure, plus implacable, plus bornée.

Le Pélican a une couverture des faits et l'analyse d'interprétation conformement à la fonction journalistique. Une presse fiable, est une bonne garantie pour l'information et l'éducation des citoyens, jeunes et moins jeunes.

[Retour vers l'accueil](#)][[retour vers le haut](#)]